



ARRETE N° 2023/1315

Portant délégation de signature pour certains actes d'administration
au responsable du parc automobile

Marc CANAGUIER

Service émetteur : Affaires Juridiques

AR envoi PREFECTURE

13 NOV. 2023

LA MAIRE DE MILLAU,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-19 et L 2122-20 ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjointes qui a eu lieu le 3 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°2023DL134 en date du 5 octobre 2023 portant sur la fixation du nombre d'adjoints et l'élection de la 8° Adjointe suite aux démissions au sein du conseil municipal ;

Considérant que Madame la Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature aux responsables des services communaux ; cette délégation peut être rapportée à tout moment ;

Considérant que dans un souci de bonne administration et d'une meilleure efficacité du service public rendu aux usagers, il y a intérêt à procéder à une délégation de signature de Madame la Maire au Responsable du service "Parc automobile" pour certains actes relevant de son service ;

Considérant que Monsieur Marc CANAGUIER exerce ces fonctions ;

ARRETE

ARTICLE 1

L'arrêté n°2022/0841 en date du 11 juillet 2022 portant délégation de signature à Marc CANAGUIER est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes.

ARTICLE 2

Monsieur Marc CANAGUIER, Responsable du service "Parc automobile" reçoit délégation permanente de Madame la Maire pour signer en son nom les documents suivants :

- Bons de réception de véhicule ;
- Formalités d'immatriculation auprès des préfetures et du ministère de l'Intérieur ;
- Déclaration de consentement récépissé valant reçu de l'acompte sur la commande.

Il pourra également signer les engagements comptables de dépenses des secteurs concernés inférieurs à 2 000 € (deux mille), dès lors qu'ils sont prévus au budget et ont fait l'objet des autorisations légales.

ARTICLE 3

Ces actes seront signés par ordre de priorité par le chef de service puis en cas d'absence (y compris les congés pris en période estivale) ou empêchement par le Directeur Général des services techniques, le Directeur Général des services, l' élu en charge du secteur, ou enfin Madame la Maire.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera publié sur le site de la Mairie et inséré au registre des arrêtés du Maire ; ampliation sera transmise à Madame la sous-Préfète de Millau.

ARTICLE 5

Conformément aux articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulouse.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services, est chargé, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à l'intéressé.

Fait à Millau, le 6 novembre 2023

Emmanuelle GAZEL

Maire de Millau

Conseillère de la Région Occitanie – Pyrénées Méditerranée

